

Communiqué | News Release

Pour diffusion immédiate

**QUATRE ACTIONS POUR LE CANADA :
APPEL À L'ACTION DE STEPHEN LEWIS ET D'ORGANISMES CANADIENS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DEVANT LA CRISE MONDIALE DU SIDA**

*Un programme d'action est présenté au premier ministre Stephen Harper
à l'avance du XVI^e Congrès international sur le sida*

TORONTO, 9 août 2006 – M. Stephen Lewis, envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique, se joint aujourd'hui au Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT) et à la Campagne « Abolissons la pauvreté » pour exhorter le premier ministre Stephen Harper à des actions décisives dans la lutte au VIH/sida.

La crise mondiale du sida : quatre actions proposées au Canada est un programme d'action de la société civile visant à freiner la propagation mondiale du VIH/sida et à améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/sida. Il a déjà reçu l'appui officiel de plus de 80 organismes de partout au Canada, y compris du mouvement syndical, de groupes confessionnels, d'organismes de lutte au VIH/sida, de regroupements étudiants, de militants pour les droits humains et d'organismes humanitaires et de développement.

« Des cinq millions de personnes qui contracteront le VIH cette année, 95 p. cent vivent dans des pays à revenu faible ou moyen. Le gouvernement canadien a la responsabilité morale d'agir », affirme M. Lewis. « Le monde entier nous regarde; nous devons montrer que nous sommes prêts à passer à l'action. »

« Le Canada et les autres pays du G8 ont les moyens de faire plus, dans la lutte mondiale au VIH/sida, mais le leadership sur ces questions de vie ou de mort ne cesse de vaciller », note Joanne Csete, porte-parole du GAMT et directrice générale du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Notre programme d'action est raisonnable, réaliste et réalisable. Ottawa doit se lever debout et montrer l'exemple aux autres pays du G8. Le premier ministre prendra-t-il ces quatre mesures pour tenir la promesse du G8 de réaliser l'accès universel aux traitements anti-VIH/sida d'ici 2010? »

Un exemplaire du programme d'action a été présenté au premier ministre la semaine dernière. Voici les quatre mesures que le Canada devrait prendre pour faire sa part :

- **Payer notre juste part du coût de la prévention et des traitements dans les pays en développement.**
Le Canada devrait s'engager à un échéancier exécutoire d'augmentation de son assistance au développement pour atteindre la cible de 0,7 % de son revenu national brut; doubler son soutien financier à la recherche et au développement de nouvelles technologies de prévention du VIH comme des microbicides et des vaccins; et faire preuve de leadership en fournissant annuellement 5 % des ressources nécessaires au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, au cours des cinq prochaines années.
- **Investir dans les systèmes publics de santé des pays en développement.**
Le Canada devrait verser de l'assistance au développement des systèmes publics de santé et soutenir la rétention des professionnels de la santé dans les pays en développement; et mettre en œuvre des politiques pour mieux former et retenir les professionnels de la santé au Canada, au lieu de recruter des intervenants de pays en développement.
- **Annuler la dette des pays en développement pour orienter les ressources vers la lutte au VIH/sida et à la pauvreté.**
Le Canada devrait promouvoir l'annulation immédiate et inconditionnelle de 100 % des dettes des pays lourdement affectés par le sida, l'endettement et la pauvreté.
- **Donner suite à l'engagement de rendre les médicaments abordables dans les pays en développement.**
En 2004, le Parlement canadien a adopté à l'unanimité la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique*, pour autoriser l'exportation de médicaments génériques moins coûteux vers des pays en développement. Aucun médicament n'a encore été envoyé. Le Canada devrait proposer des rencontres exploratoires entre des fabricants génériques canadiens et les ministères de la Santé de pays en développement, et éliminer les éléments de lourdeur bureaucratique qui découragent le recours à cette loi par les fabricants de médicaments génériques et les pays en développement.

Cet appel à l'action est présenté à l'avance du XVI^e Congrès international sur le sida, à Toronto, où plus de 20 000 délégués du monde entier se réuniront pour discuter de la pandémie du VIH/sida.

« Le Canada doit agir sur tous ces fronts pour combattre le VIH/sida et aider les pays à revenu faible et moyen à sortir de la pauvreté », explique Gerry Barr, coprésident de la Campagne « Abolissons la pauvreté » et président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale. « La pauvreté catalyse la pandémie du VIH/sida, qui ravage des communautés et des économies locales et pousse des millions de personnes à vivre et à mourir dans la pauvreté. Les femmes et les enfants portent la majeure partie du fardeau du VIH/sida; ce cercle vicieux peut – et doit – être rompu. »

M. Lewis et les membres du GAMT invitent les Canadiennes et Canadiens à appuyer le programme d'action, déjà largement endossé par la société civile canadienne, en visitant www.aidslaw.ca/gamt ou <http://www.makepovertyhistory.ca/e/take-action/e-alerts/2006-07-21.html#f> pour y envoyer une lettre au premier ministre et à leur député fédéral.

Au sujet du Groupe pour l'accès mondial aux traitements

Le Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT) est un groupe de travail réunissant des organismes de développement international, de droits humains, d'aide humanitaire, de lutte au VIH/sida ainsi que des syndicats et des groupes confessionnels, dans le but d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à d'autres aspects de la prévention, des soins et traitements pour le VIH et du soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida dans les pays en développement.

Au sujet de la Campagne « Abolissons la pauvreté »

La Campagne « Abolissons la pauvreté » vise à accroître et optimiser l'aide, à rendre le commerce équitable, à annuler à 100% la dette des pays les plus pauvres et à éliminer la pauvreté des enfants au Canada. Appuyée par plus de 220 000 Canadiennes et Canadiens, elle fait partie de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté, la plus vaste coalition anti-pauvreté au monde, composée de campagnes nationales dans plus de 70 pays.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Christine Campbell
Directrice nationale, relations extérieures
Carrefour canadien international
Téléphone : +1 416 967-1611 (poste 235)
Courriel : christinec@cciorq.ca
Site Internet : www.cciorg.ca

Leon Mar
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 228)
Courriel : lmr@aidslaw.ca
Site Internet : www.aidslaw.ca

Katia Gianneschi
Relations avec les médias
Abolissons la pauvreté
Téléphone : +1 613 241-7007 (poste 311)
Courriel : media@makepovertyhistory.ca
Site Internet : www.abolissonsrapauvrete.ca

Andrea Lanthier-Seymour
Communications
CARE Canada
Téléphone : +1 613 228-5678
Courriel : andrea@care.ca
Site Internet : www.care.ca